

1375, boul. St. Laurent Blvd., Ottawa, ON K1G 0Z7  
Tel./Tél. : (613) 237-1590 Fax/Télec. : (613) 237-5508 Toll free/Sans frais : (844) 237-1590  
cupemail@cupe.ca/courriel@scfp.ca – cupe.ca/scfp.ca

**RAPPORT DE LA SECRÉTAIRE-TRÉSORIÈRE NATIONALE  
PRÉSENTÉ AU  
CONSEIL EXÉCUTIF NATIONAL  
Ottawa, Ontario  
Du 25 au 27 mars 2025**

Consœurs, confrères, et amis,

Cet hiver a été marqué par des températures inhabituellement froides dans la majeure partie du pays, mais les membres du SCFP ont su réchauffer l'atmosphère grâce aux activités entreprises dans plusieurs régions. Ces grèves dynamiques et ces manifestations de solidarité démontrent un militantisme et un niveau de mobilisation des travailleuses et des travailleurs rarement vu depuis plus de deux décennies dans certaines régions. Les efforts déployés ont renouvelé l'énergie et la détermination à faire progresser les droits des travailleuses et des travailleurs.

Le SCFP appuie fermement ces moyens d'action en veillant à ce que nos membres bénéficient de tout le soutien et des ressources nécessaires pour atteindre leurs objectifs. Le budget adopté par le Conseil exécutif national en décembre a été conçu exactement dans ce but : renforcer le militantisme et offrir le soutien nécessaire aux travailleuses et travailleurs qui défendent leurs droits. Le SCFP s'engage à donner du pouvoir à ses membres et à renforcer la voix collective des travailleuses et travailleurs à travers le pays.

En même temps, l'élection de Donald Trump a plongé les organisations progressistes et le mouvement syndical dans un mode de riposte pour lequel bon nombre d'entre nous ne s'attendaient pas – du moins pas à cette vitesse et avec une telle intensité. Trump, avec ses droits de douane, ses projets d'annexion et ses politiques d'extrême-droite, représente une menace que le monde n'avait pas connue depuis très longtemps. Pour riposter efficacement, nous devons rapidement nous adapter à un nouveau contexte politique et économique. Une élection fédérale est à nos portes et elle mettra notre capacité d'adaptation à l'épreuve. Il est absolument crucial que nous réagissions avec force et unité en protégeant les valeurs d'inclusion, d'équité et de justice qui définissent notre mouvement.

**MARK HANCOCK**

National President/Président national

**CANDACE RENNICK**

National Secretary-Treasurer/Secrétaire-trésorière nationale

**PATRICK GLOUTNEY, FRED HAHN, SHERRY HILLIER, GINA MCKAY, KAREN RANALLETTA**

General Vice-Presidents/Vice-présidences générales

Chaque crise apporte avec elle une opportunité de changement, et nous devons saisir ce moment pour remodeler l'économie canadienne afin qu'elle fonctionne pour tous. Notre priorité doit être de protéger les travailleuses et les travailleurs et de soutenir nos communautés. Nous devons renforcer notre filet de sécurité sociale et améliorer les services publics sur lesquels des millions de personnes comptent chaque jour. De plus, nous devons promouvoir des solutions publiques dans des secteurs clés tels que l'agriculture, les transports, les infrastructures et les ressources naturelles, tout en diversifiant les marchés pour les produits canadiens au-delà des États-Unis.

### **Petit déjeuner de solidarité pour les sections locales en grève de Fort McMurray**

Quelle meilleure façon de débiter l'année qu'avec un petit déjeuner et une manifestation en compagnie de centaines de membres et de leaders des sections locales 2545 et 2559 de Fort McMurray, le 7 janvier, jour du début de leur grève générale illimitée. Ces deux sections locales ont ouvert les vannes du secteur de l'éducation de l'Alberta. Ce qui a commencé par deux grèves tournantes dans le nord de l'Alberta a mené à neuf grèves générales illimitées dans toute la province. Leur audace a pavé la voie à d'autres et créé une vague de solidarité et de détermination en faveur d'un changement véritable. Ce puissant mouvement a mis en lumière l'urgent besoin de négociations équitables, d'un financement adéquat et d'un soutien approprié tant pour les éducatrices et éducateurs que pour les élèves. Le travail accompli en Alberta est absolument extraordinaire et je suis extrêmement reconnaissante envers toutes celles et ceux qui se battent pour le changement et qui résistent avec fermeté dans un contexte politique difficile. Leurs efforts contribuent vraiment à changer les choses.

### **Réunions avec le personnel du SCFP**

Le début de l'année a été occupé par les réunions du personnel du SCFP qui ont lieu partout au pays. Les rapports qui ont été présentés confirment que nos membres et notre personnel s'attaquent à d'importants dossiers et réalisent de vrais progrès dans toutes les régions. Notre personnel est l'une des principales raisons pour lesquelles le SCFP demeure une organisation aussi puissante et influente. Le dévouement, le savoir-faire et les efforts constants des membres du personnel sont une des clés de notre succès et renforcent notre appel à améliorer la vie des travailleuses et travailleurs et des collectivités à l'échelle du pays.

### **Conférence sur les droits de la personne dans les Prairies**

Le SCFP a tenu sa conférence sur les droits de la personne pour la région des Prairies à Saskatoon, du 21 au 23 janvier. L'événement a rassemblé un groupe divers et passionné de militantes et militants de défense des droits de la personne en créant un lieu de collaboration, de dialogue et de partage de stratégies pour la promotion de la justice sociale et de l'égalité pour toutes et tous. La conférence a aussi permis la tenue de discussions et d'ateliers visant à relever les défis les plus urgents en matière de droits de la personne dans les provinces des Prairies. Malheureusement, je n'ai pas pu assister en personne en raison de la réunion du personnel qui se tenait sur la côte Est, mais j'ai beaucoup apprécié l'opportunité d'envoyer un message vidéo.

## **Rencontre des présidentes et présidents de l'Alberta**

Le 30 janvier, j'ai participé virtuellement à la Rencontre des présidentes et présidents de l'Alberta. Comme toujours, la réunion a permis aux sections locales de faire le point sur leurs activités, leurs réussites et les défis qui les attendent. Cette année, l'un des principaux enjeux a été la grève dans le secteur de l'éducation de l'Alberta. Nos membres en Alberta exigent plus et mieux, que ce soit dans les rondes de négociations ou par l'arbitrage de griefs. Le travail accompli par ces leaders est très difficile et exige souvent des sacrifices personnels, incluant beaucoup de temps loin de leurs familles. Je leur suis profondément reconnaissante pour leur engagement et leur travail inlassable. Il est clair qu'elles et qu'ils sont une inspiration pour les membres du SCFP.

## **Sommet sur les métiers spécialisés du SCFP-Nouveau-Brunswick**

Lors du premier week-end de février, le SCFP-Nouveau-Brunswick a tenu un Sommet sur les métiers spécialisés afin d'aborder les enjeux d'importance pour les travailleuses et travailleurs des métiers de notre syndicat. Ce sommet s'est tenu quelques jours seulement après l'annonce d'une excellente entente entre le nouveau gouvernement provincial et la section locale 1190 du SCFP, l'une des sections locales qui représentent de nombreuses travailleuses et travailleurs des métiers de la province. L'entente établit un solide précédent et ouvrira la voie aux futurs accords dans le secteur public du Nouveau-Brunswick. Elle montre que le SCFP et les travailleuses et travailleurs des métiers forment une équipe forte et unie, qui lutte pour de meilleures conditions de travail, des salaires équitables et un soutien renforcé pour toutes les travailleuses et tous travailleurs de la province.

## **Lac-à-l'épaule du Conseil exécutif national**

Les 25 et 26 février, j'ai participé au lac-à-l'épaule du Conseil exécutif national, où nous avons abordé les récents changements dans l'environnement politique et économique. Les discussions ont porté sur les meilleurs moyens à prendre pour nous adapter et nous préparer à défendre les gains obtenus par des générations de travailleuses et de travailleurs et de militantes et de militants. Ceci inclut la sauvegarde des récents progrès réalisés par le NPD grâce à l'entente de soutien et de confiance avec le Parti libéral. Pour ces discussions, le Conseil a eu le plaisir d'accueillir Bea Bruske et Kiavash Najafi du CTC, Erin Morrison et Ann McGrath du NPD, Charlie Angus du Conseil des Canadiens, Heather Fraser et Willy Blomme de Now Communications, ainsi que notre cher ami et allié Lee Saunders de la Fédération américaine des employés d'État, de comté et municipaux.

Alors que le contexte politique continue de changer rapidement, nous devons être vigilants et stratégiques afin de maintenir nos acquis en ce qui a trait aux droits des travailleuses et travailleurs et des services publics. En même temps, il est tout aussi important d'être efficace dans notre réponse à l'influence croissante exercée par Trump et son mouvement d'extrême-droite, qui se répand au Canada avec l'aide de Pierre Poilievre. Nous devons demeurer unis et proactifs pour relever ces défis.

## **Conférence des jeunes travailleuses et travailleurs**

À Montréal, les 2 et 3 mars, le SCFP a tenu sa toute première Conférence nationale des jeunes travailleuses et travailleurs. Avec cet événement nous franchissons une étape importante dans nos efforts pour nous ouvrir à la prochaine génération de leaders syndicaux. La conférence a servi de prélude à la Conférence Bâtir des sections locales fortes qui a débuté tout juste après. Ce fut un plaisir de rencontrer autant de jeunes travailleuses et travailleurs et de prendre la parole lors de leur événement, alors qu'elles et qu'ils prennent leur place et contribuent à renforcer notre syndicat. Nous devons trouver les meilleurs moyens à prendre pour intéresser les jeunes travailleuses et travailleurs, comprendre leurs priorités et tenir compte de leurs voix dans le travail que nous faisons. En créant de l'espace pour leur participation et leur militantisme, nous pouvons bâtir un syndicat plus fort et plus inclusif qui répond à un monde du travail en constante évolution. Cette conférence n'est que le début de nos efforts incessants pour permettre aux jeunes travailleuses et travailleurs de façonner l'avenir du SCFP.

## **Visite de l'usine d'eau potable Charles-J.-Des Bailleurs à Montréal**

Le 3 mars, j'ai eu l'honneur d'être invitée par les membres de la section locale 301, cols bleus de Montréal, à visiter l'usine d'eau potable Charles-J.-Des Bailleurs. J'apprécie toujours ces moments qui me sont offerts de constater en personne le dévouement et le professionnalisme des membres du SCFP en action. Chaque jour, elles et ils effectuent un travail exceptionnel pour assurer le bon fonctionnement de services publics essentiels, du traitement des eaux à l'entretien des infrastructures, qui contribuent à la prospérité de nos collectivités. C'est un privilège de voir leur engagement au travail, souvent dans des environnements difficiles, et la fierté que leur apporte leur participation au bien-être public. Leurs efforts montrent, jour après jour, le rôle vital qu'elles et ils jouent dans la sécurité et le bon fonctionnement de nos collectivités. Vive l'eau publique!

## **Bâtir des sections locales fortes**

Du 3 au 6 mars, le SCFP a tenu sa Conférence nationale Bâtir des sections locales fortes, à Montréal. L'événement rassemblait des membres et des leaders qui se sont penchés sur les moyens à prendre pour renforcer nos sections locales et l'ensemble du mouvement syndical. La conférence a offert à nos membres l'occasion de participer à des discussions sur des enjeux clés, comme la lutte contre la privatisation et la sous-traitance, tout en explorant des stratégies d'action politique. Dans le cadre de rencontres régionales, les participantes et participants ont partagé leurs points de vue sur les différents contextes politiques d'une région à l'autre du pays pour nous aider à mieux nous préparer collectivement aux défis qui nous attendent. La conférence a renforcé notre détermination à donner aux membres les moyens d'agir pour continuer à défendre les services publics que nous offrons tout en protégeant les droits des travailleuses et travailleurs.

## **Journée internationale des droits des femmes**

Le 6 mars, le SCFP a profité de l'excellente occasion qui lui était offerte par la Conférence Bâtir des sections locales fortes pour souligner la Journée internationale des droits des femmes. Les participantes à la conférence ont été invitées à souligner l'importance de cette journée mondiale et l'immense contribution des femmes au SCFP et au mouvement syndical en participant à un petit déjeuner spécial. Le travail des femmes est essentiel pour bâtir des collectivités fortes, soutenir nos services publics et continuer de faire progresser notre pays. Leur travail et leur leadership continuent de façonner notre organisation et notre société pour le mieux. Ce petit déjeuner a rappelé le rôle critique joué par les femmes, non seulement au sein du SCFP, mais aussi dans la promotion de la justice sociale et économique partout dans le monde.

Le 8 mars, je me suis jointe à de nombreuses autres à l'Institut d'études pédagogiques de l'Ontario pour le rassemblement "Fighting for Our Lives; Building Our Resistance", où Yolanda McClean du SCFP a pris la parole. Ce fut un événement inspirant qui a mis en lumière la force et la résilience de celles et ceux qui luttent pour la justice et l'égalité dans nos communautés.

## **69<sup>e</sup> Session de la Commission de la condition de la femme des Nations unies**

La 69<sup>e</sup> Session de la Commission de la condition de la femme des Nations Unies a eu lieu du 10 au 21 mars à New York et, comme toujours, le SCFP y était avec la délégation du Congrès du travail du Canada. Cette année, notre délégation, plus petite que d'habitude, était formée de Yolanda McClean et Kimalee Phillip. Au sein du mouvement syndical, il y a eu de nombreux échanges sur la pertinence de participer, étant donné que la rencontre se tenait aux États-Unis et que Donald Trump venait d'être élu. Toutefois, le consensus a été clair : ce n'est pas le moment de reculer sur les questions d'égalité des genres, les droits reproductifs et les droits de la personne. Le mouvement syndical doit continuer à prendre la parole et à défendre solidement ces enjeux. En outre, l'événement des Nations Unies constitue une plateforme essentielle pour appuyer les efforts internationaux et renforcer l'importance du multilatéralisme, en particulier en raison de l'attitude de Trump à l'égard de la coopération internationale et des droits de la personne. La présence syndicale à l'ONU souligne notre engagement à l'égard de ces valeurs et est un rempart contre l'affaiblissement des progrès mondiaux en matière d'égalité des genres et de droits de la personne.

## **Congrès de division de la Saskatchewan**

Du 12 au 14 mars, j'ai participé au congrès de division de la Saskatchewan et j'ai eu le privilège d'y prendre la parole le 13 mars. Pendant mon discours, j'ai présenté le travail accompli par le syndicat national, ainsi que le budget approuvé par le CEN en décembre. Le SCFP s'est engagé à accroître la capacité des membres dans chaque région et nos membres de la Saskatchewan ont clairement montré leur force. Je tiens à féliciter Kent et le Conseil exécutif pour l'organisation de cet événement, et à féliciter les membres nouvellement élus et réélus du Conseil exécutif du SCFP-Saskatchewan pour leur dévouement à renforcer notre syndicat. Ce fut un honneur de participer à ce rassemblement et de constater la croissance continue et l'énergie de nos membres de la Saskatchewan.

## **Conférence de presse en Saskatchewan sur l'Accord sur l'apprentissage et la garde des jeunes enfants**

Le 13 mars, quelques jours après l'annonce du gouvernement fédéral concernant l'extension de l'investissement dans les services de garde, je me suis exprimée contre le refus de Scott Moe de prolonger le programme de garderies à 10 \$ par jour. Cette décision prive non seulement les gens de la Saskatchewan d'un soutien économique essentiel, mais laisse aussi passer une occasion rare d'améliorer les salaires et les avantages sociaux pour les travailleuses et travailleurs des garderies, ce qui nuit à la croissance et à la stabilité du secteur. Le premier ministre de la Saskatchewan, Scott Moe, et la première ministre de l'Alberta, Danielle Smith, ont refusé de prolonger ce plan de garde, malgré le succès qu'il a rencontré dans le reste du pays. Lancé en 2021, ce programme financé par le gouvernement fédéral a permis de réduire considérablement les frais de garde pour les familles, d'améliorer l'accès à l'éducation préscolaire et d'augmenter la participation au marché du travail, en particulier pour les femmes. Il a permis aux familles d'économiser jusqu'à 16 200 \$ par enfant chaque année et a contribué à ajouter des milliards de dollars au PIB du Canada. Le refus de la Saskatchewan et de l'Alberta de participer à cette extension du financement risque de déstabiliser l'économie des provinces et de laisser leurs citoyens sans les services de garde abordables et les opportunités d'emploi que ce programme offre.

### **Congrès du CSCSO**

Du 18 au 22 mars, le Conseil des syndicats des conseils scolaires de l'Ontario (CSCSO) a tenu son congrès à Ottawa, et j'ai eu le plaisir de passer quelques heures avec les participants et de m'adresser à la délégation le 18 mars. Ces dernières années, les travailleuses et travailleurs de l'éducation ont été en première ligne de nombreuses batailles syndicales cruciales, défendant les droits et le bien-être des travailleuses, des travailleurs et de nos enfants. Le CSCSO est à l'avant-garde de ce travail en Ontario et mène la lutte pour des salaires équitables, de meilleures conditions de travail et les ressources nécessaires pour une éducation de qualité. Le CSCSO met en lumière le rôle vital que jouent les travailleuses et les travailleurs de l'éducation non seulement pour maintenir le bon fonctionnement de nos écoles, mais aussi pour garantir que les élèves reçoivent le soutien dont ils ont besoin pour réussir. L'engagement de ses membres, dont beaucoup travaillent dans des rôles difficiles et souvent peu valorisés, témoigne de leur dévouement à l'avenir de l'éducation en Ontario. J'ai hâte de continuer à soutenir leurs efforts alors qu'ils naviguent dans ces luttes syndicales et militent pour des changements positifs dans notre système éducatif.

### **Congrès de division de l'Alberta**

Cette année, le congrès de la division de l'Alberta a eu lieu du 19 au 21 mars, à un moment charnière, alors que les membres du secteur de l'éducation du SCFP ratifiaient les ententes de principes conclues après plus de deux mois de grève et des semaines de campagne pour assurer l'avenir de l'éducation publique dans la province. Avec plus de 6 000 membres du SCFP en grève, l'Alberta se souviendra certainement de l'hiver 2025 pendant de nombreuses années. Alors que ces grèves arrivent à leur fin, je tiens à féliciter tous les membres, les dirigeants et le personnel pour leur dévouement et leur engagement tout au long de cette période difficile. Votre travail acharné a rendu ce moment possible.

Ce fut véritablement inspirant de passer la semaine avec l'ensemble des délégués qui ont adopté des résolutions et des amendements constitutionnels qui assureront une mobilisation continue à travers la province et dans tous les secteurs. Je tiens à adresser un remerciement spécial à Rory Gill pour son travail incroyable dans la préparation de cet événement et pour tout son travail et son dévouement. Rory, ce fut un plaisir de collaborer avec toi lors de nombreuses luttes pour les membres du SCFP en Alberta. Félicitations à Raj Uppal pour son élection à la présidence de la division, ainsi qu'à l'ensemble du comité exécutif. J'ai hâte de travailler ensemble alors que le SCFP Alberta continue de bâtir un mouvement syndical puissant et résilient dans une province où un gouvernement hostile cherche à saper les droits des travailleuses et des travailleurs.

### **Fin du conflit le plus long de l'histoire du SCFP**

Le 15 septembre 2022, les 81 membres de la section locale 2614 du SCFP ont été mis en lock-out par leur employeur, le Port de Québec. Cela a marqué le début de plus de deux ans et demi de piquetage, de manifestations, d'appels à la solidarité, de lobbyisme pour une loi anti-scab, et de nombreuses difficultés pour ces membres. En décembre dernier, le ministre fédéral du Travail a invoqué l'article 107 du Code canadien du travail pour ordonner au CCRI d'intervenir pour mettre fin au lock-out.

Pour les membres de la section locale 2614, cela a mené à la négociation d'un protocole de retour au travail, conclu le 11 mars. Au cours des deux prochains mois, nos membres recevront la formation nécessaire et reprendront progressivement leur travail – ce qui est une excellente nouvelle! Cependant, cela ne leur donnera pas la convention collective pour laquelle ils se battaient, et de nombreux défis vont perdurer. Ils devront possiblement travailler aux côtés des scabs qui ont pris leurs emplois au cours des 30 derniers mois et devront aller en conciliation et en arbitrage de différends pour finaliser les termes de leur convention collective, tout en poursuivant les procédures judiciaires concernant l'application de l'article 107.

Il faudra beaucoup de temps pour tourner cette page, mais aujourd'hui, je tiens à prendre un moment pour reconnaître le courage et la détermination des membres de la section locale 2614 et leur souhaiter tout le meilleur alors qu'elles et qu'ils reprennent enfin leur travail.

### **Un milieu syndical sécuritaire – Bureau d'intervention et de prévention du harcèlement et des conflits**

Sarah Scanlon, personne directrice du Bureau d'intervention et de prévention du harcèlement et des conflits, a commencé à embaucher du personnel et à construire l'infrastructure du Bureau. Sarah continue d'évaluer les besoins organisationnels et de nous faire des recommandations concernant les systèmes que le SCFP doit mettre en place pour faire avancer ce travail. En plus de l'embauche de personnel, il est crucial que nous établissions un processus et des protocoles pour définir comment le Bureau sera accessible et comment le travail sera réparti. Sarah a déjà commencé à prendre en charge certains dossiers avant l'embauche de personnel et nous sommes conscients de l'importance d'avoir le personnel et les processus en place dans un avenir rapproché. Sarah travaille en étroite collaboration avec les ressources humaines, la DSN, le BPN et le BSTN pour développer le travail du Bureau. Sarah nous fera des recommandations concernant la procédure de procès, ainsi que le transfert du programme actuel d'ombudspersonne vers son Bureau.

## **Signature de la convention collective avec Unifor 2013**

Après la ratification par les deux parties à la fin de l'année dernière, la convention collective entre le SCFP et les personnes conseillères syndicales au Québec devrait être signée dans les prochaines semaines.

## **Budget 2025**

En décembre, le CEN a approuvé le budget du SCFP pour 2025. Celui-ci prévoit une augmentation significative de nos revenus et présente de nouveaux investissements pour renforcer nos sections locales et notre syndicat dans son ensemble, particulièrement face à un paysage politique et économique incertain.

L'un des éléments clés de ce budget est la création de 73 nouveaux postes dont 43 sont permanents. Le budget prévoit l'allocation de 2 millions de dollars provenant de la Caisse générale pour financer l'action politique, afin de soutenir nos efforts avant, pendant et après les élections fédérales, ainsi que pour appuyer les élections locales et provinciales. Le budget prévoit également 1 million de dollars pour renforcer notre pouvoir de négociation en soutenant les conseils de négociation existants et en appuyant la création de nouveaux. De plus, 1 million de dollars sera alloué à un nouveau programme de développement du leadership pour encourager l'émergence de nouveaux leaders locaux, et un autre million de dollars sera investi dans l'expansion du programme *Un milieu syndical sécuritaire*, afin de promouvoir un changement culturel et de garantir un environnement plus sûr pour tous les membres, le personnel et les personnes dirigeantes.

## **Élections fédérales 2025**

L'année dernière, le Conseil a adopté une stratégie pour les élections fédérales, visant à établir notre plan d'action pour celles-ci et à prendre toutes les mesures nécessaires pour contrer l'ascension d'un gouvernement majoritaire dirigé par Poilievre. Cependant, depuis l'élection de Trump, les événements internationaux se sont enchaînés rapidement – entre ses tarifs douaniers, ses menaces et son programme d'extrême droite – tandis qu'à l'intérieur du pays, des changements majeurs ont eu lieu, comme la démission de Trudeau et la nomination de Mark Carney à la tête du Parti libéral. Ces développements ont profondément bouleversé notre paysage politique et économique et ont des implications politiques complexes qui sont difficiles à appréhender en temps réel. En réponse, nous avons intensifié notre soutien à la campagne contre Poilievre et les Conservateurs *Protéger le Canada*, et avons engagé un consultant pour nous aider à réagir rapidement et stratégiquement dans ce contexte en évolution rapide. Nous sommes donc prêts à agir dans le cadre de cette campagne qui vient d'être déclenchée.

## **Planification du Congrès national**

Les préparatifs pour le Congrès national 2025 avancent bien. Le travail avance régulièrement pour nous permettre de respecter les délais prévus. Le Bureau du Congrès, en étroite collaboration avec l'équipe des événements, s'occupe de la logistique pour assurer un événement fluide et bien organisé. Bien qu'il reste encore beaucoup à coordonner, tout avance comme prévu et tout devrait bien se concrétiser.

Le Préavis sera envoyé aux sections locales et aux organismes détenant une charte le 10 avril, leur fournissant les détails essentiels pour leur planification, suivi de la Convocation officielle le 8 juillet.

## CONFÉRENCES ET ÉVÉNEMENTS À VENIR

L'équipe des événements du SCFP est très occupée par l'organisation de nombreuses réunions, y compris celles des comités nationaux, des services et du Conseil exécutif national.

En outre, l'équipe des événements a confirmé les dates et lieux des grands événements jusqu'en 2031 pour assurer la planification à long terme et la continuité.

À l'heure actuelle, l'équipe se concentre surtout sur les préparatifs en vue du congrès national de 2025. Des réunions de planification mensuelles sont prévues et la préparation avance déjà très bien.

## ÉTATS FINANCIERS POUR LE TRIMESTRE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

### CAISSE GÉNÉRALE

#### *État de la situation financière*

**Actif** : L'actif total de la Caisse générale au 31 décembre 2024 était de 446,5 millions de dollars, par rapport à 402,3 millions de dollars au 31 décembre 2023. Le solde bancaire au 31 décembre 2024 était de 18,7 millions de dollars, en hausse de 3,8 millions de dollars par rapport au solde du 31 décembre 2023. Le solde bancaire inclut diverses réserves de liquidités destinées aux prestations de retraite, au financement des avantages sociaux futurs, à l'entretien des propriétés, au congrès national et au Fonds pour les édifices régionaux.

**Passif** : Le passif total de la Caisse générale s'élevait à 363,3 millions de dollars au 31 décembre 2024, en hausse par rapport à 333,4 millions de dollars au 31 décembre 2023.

**Passif de capitalisation des avantages sociaux futurs** : Au 31 décembre 2023, le SCFP avait inscrit l'ensemble du passif de 269 millions de dollars au bilan et avait atteint l'objectif de la Feuille de route pour les avantages sociaux futurs établie en 2005. Depuis, nous avons continué à comptabiliser les dépenses conformément au budget de 2024. Au 31 décembre 2024, le passif inscrit pour les avantages sociaux futurs s'établissait à 299,1 millions de dollars.

**Solde de la Caisse** : Le solde de la Caisse au 31 décembre 2024 se situait à 83,2 millions de dollars, dont un total de 3,7 millions de dollars est affecté comme suit : 1,3 million de dollars à la Caisse de participation aux congrès et aux activités nationales et 2,4 millions de dollars au Fonds pour les édifices régionaux. Avec le reste, nous avons investi 75,6 millions de dollars dans les immobilisations, ce qui laisse un solde non affecté de 3,8 millions de dollars.

## **État des résultats**

Le surplus d'exploitation préliminaire et non vérifié pour l'exercice s'élève à 14,2 millions de dollars.

**Revenus** : Les revenus s'élevaient à 300,6 millions de dollars, par rapport à un budget de 268,1 millions de dollars. La capitation et les droits d'adhésion comptaient pour 276,4 millions de dollars du revenu total, ce qui est supérieur de 12,6 millions de dollars au budget. Les intérêts et les gains non réalisés comptaient pour 23,4 millions de dollars du revenu total.

**Dépenses** : Le total des dépenses était de 286,3 millions de dollars, ce qui était supérieur au budget de 18,3 millions de dollars.

Les salaires sont supérieurs au budget de 947 000 \$, les avantages sociaux courants le dépassent de 1,6 million de dollars et les avantages sociaux futurs le dépassent de 16,9 millions de dollars, dont 16,4 millions de dollars sont liés aux gains nets de nos placements au cours de la période. Les salaires des directeurs et des conseillers sont supérieurs au budget de 0,9 % (666 000 \$), ceux du personnel administratif et technique sont supérieurs au budget de 1,8 % (269 000 \$) et ceux du personnel de bureau sont inférieurs au budget de 1,9 % (436 000 \$). Le coût du remplacement pour les vacances est supérieur au budget de 27,8 % (447 000 \$).

### **Dépenses d'exploitation :**

Quelques-uns éléments les plus importants des dépenses d'exploitation au 31 décembre 2024 sont énumérés ci-dessous :

1. Le coût des programmes est **inférieur** au budget de 2,9 millions de dollars.
2. Le coût des dépenses de bureau est **inférieur** au budget de 795 000 \$.
3. Les frais de déplacement pour affaires sont **supérieurs** au budget de 926 000 \$.

## **CAISSE NATIONALE DE DÉFENSE**

### **État de la situation financière**

**Actif** : Au 31 décembre 2024, l'actif total s'élevait à 42,5 millions de dollars, contre 36,4 millions de dollars au 31 décembre 2023. Le solde au 31 décembre 2024 était de 6,5 millions de dollars, en hausse par rapport à 5,3 millions de dollars au 31 décembre 2023. Nous avons des placements totalisant 32,2 millions de dollars au 31 décembre 2024, en hausse de 6,4 millions de dollars par rapport au 31 décembre 2023.

**Passif** : Nous avons des comptes créditeurs et des charges à payer de 3,4 millions de dollars au 31 décembre 2024, comparativement à 2,2 millions de dollars au 31 décembre 2023. Nous avons aussi un passif de 15,6 millions de dollars pour les campagnes à frais partagés, comparativement à 13,1 millions de dollars à la fin de 2023.

Enfin, nous devons 2,5 millions de dollars à la Caisse générale et 1 150 \$ à la Caisse nationale de grève à la fin de 2024.

**Solde de la Caisse** : Au 31 décembre 2024, le solde de la Caisse s'établissait à 20,9 millions de dollars, par rapport à 21,1 millions de dollars au 31 décembre 2023.

### ***État des résultats***

Le déficit préliminaire avant les gains non réalisés pour 2024 est de 724,779 \$. Les gains non réalisés s'élevaient à 507 548 \$, portant le déficit pour la période à 217 231 \$.

Rappelons que le Conseil exécutif national a approuvé un déficit budgétaire de 3 129 000 \$ pour l'année en cours. Il s'agit d'une mesure prise pour dépenser une partie de l'excédent accumulé dans la Caisse nationale de défense au cours des dernières années.

**Revenus** : Le total des revenus de la Caisse s'élevait à 17,8 millions de dollars au 31 décembre 2024. La capitation allouée à la Caisse au 31 décembre 2024 était de 16,7 millions de dollars et les placements ont produit des intérêts de 1,1 million de dollars.

**Dépenses** : Les dépenses totales de la Caisse s'élevaient à 18,6 millions de dollars, répartis comme suit :

Campagnes à frais partagés : Le Conseil exécutif national a approuvé un total de 11,2 millions de dollars pour les campagnes à frais partagés. Nous avons récupéré 3,6 millions de dollars en fonds inutilisés de campagnes des années précédentes qui ont été clôturées dans l'année. Les dépenses nettes pour les campagnes à frais partagés pour l'année s'élèvent donc à 7,6 millions de dollars.

Grandes campagnes de recrutement : Les dépenses au 31 décembre 2024 s'élevaient à 5 millions de dollars par rapport à un budget annuel de 5 millions de dollars.

Initiatives nationales en matière de stratégie : Les dépenses au 31 décembre 2024 s'élevaient à 1,9 million de dollars par rapport à un budget annuel de 2,7 millions de dollars.

Initiatives régionales en matière de stratégie : Les dépenses au 31 décembre 2024 s'élevaient à 3,1 millions de dollars par rapport à un budget annuel de 4,09 millions de dollars.

Postes temporaires de personnes conseillères syndicales : Il s'agit d'un nouveau tableau pour 2024 afin de rendre compte du coût d'un poste de personne conseillère syndicale temporaire par région qui a été inclus dans le budget de 2024. Les dépenses réelles cumulées au 31 décembre 2024 s'élevaient à 881 000 \$ par rapport à un budget annuel de 1,7 million de dollars.

## CAISSE NATIONALE DE GRÈVE

### *État de la situation financière*

**Actif** : L'actif total de la Caisse de grève au 31 décembre 2024 s'élevait à 136 millions de dollars, en hausse de 8,7 millions de dollars par rapport au 31 décembre 2023. Cet actif était composé de 7 millions de dollars en liquidités, de 3,8 millions de dollars en capitation à recevoir, de 406 000 \$ en comptes débiteurs, de 498 000 \$ de créances inter-caisses et de 124,1 millions de dollars en placements.

**Passif** : Nous avons des comptes créditeurs et des charges à payer totalisant 2,9 millions de dollars.

**Solde de la Caisse** : Au 31 décembre 2024, le solde de la Caisse s'établissait à 132,8 millions de dollars, comparativement à 124,6 millions de dollars au 31 décembre 2023.

### *État des résultats*

Au 31 décembre 2024, la Caisse affichait un excédent de fonctionnement de 4,9 millions de dollars et des gains non réalisés de 3,3 millions de dollars, ce qui portait l'excédent net à 8,2 millions de dollars.

**Revenus** : Le total des revenus, en incluant les revenus d'investissement réalisés, s'élevait à 21,9 millions de dollars.

**Dépenses** : Le total des dépenses au 31 décembre 2024 s'élevait à 17 millions de dollars, répartis comme suit :

Dépenses consacrées aux grèves :	11 396 868 \$
Dépenses pour éviter une grève :	4 119 651 \$
Frais juridiques et d'arbitrage :	609 021 \$
Contestations judiciaires concernant les droits de négociation :	890 000 \$

## GRÈVES ET LOCK-OUTS AU COURS DU QUATRIÈME TRIMESTRE DE L'EXERCICE 2024

Les membres du SCFP exigent plus et mieux partout au pays. Au cours du quatrième trimestre de l'exercice, les sections locales suivantes ont été en grève ou en lock-out :

Section locale 2614 (QC) – Société des Arrimeurs du Québec (lock-out)

Section locale 2815 (QC) – Vidéotron (lock-out)

Section locale 375 (QC) – Association des employeurs maritimes (grève et lock-out)

Section locale 2867 (QC) – Ville de Rivière-Rouge

Section locale 2361 (ON) – Université Western

Section locale 831 (ON) – Ville de Brampton

Section locale 905 (ON) – Ville de Richmond Hill

Section locale 2669 (SK) – Bibliothèque publique de Saskatoon

Section locale 3550 (AB) – Écoles publiques d'Edmonton

Section locale 2545 (AB) – Division des écoles publiques de Fort McMurray

Section locale 2559 (AB) – Division des écoles catholiques de Fort McMurray

## **GRÈVES, LOCK-OUTS ET RÈGLEMENTS POUR LE TRIMESTRE EN COURS (T1)**

Le nombre de grèves entreprises au cours du premier trimestre de 2025 est sans précédent. Des moyens d'action ont été mis en œuvre partout au pays, ce qui a exercé des pressions extraordinaires sur notre Caisse de grève. Au moment de rédiger le présent rapport, les sections locales suivantes étaient ou avaient été en grève ou en lock-out pendant le trimestre en cours :

Section locale 2614 (QC) – Société des Arrimeurs de Québec, 81 membres en lock-out depuis le 15 septembre 2022.

Section locale 1638 (QC) – Québec, 700 cols bleus en grève du 20 au 27 février 2025.

Section locale 4545 (QC) – Ville de Laval, 850 cols bleus en grève pendant six jours, du 6 au 12 mars 2025.

Section locale 2867 (QC) – Ville de Rivière-Rouge, 45 cols bleus et cols blancs en grève pour 3 jours du 17 au 19 mars 2025.

Section locale 1656 (ON) – Ville de Waterloo, 250 membres en grève depuis le 3 mars 2025.

Section locale 2545 (AB) – Division des écoles publiques de Fort McMurray, 400 membres en grève les 13 et 14 novembre, en grève tournante du 18 novembre au 6 janvier et en grève générale du 7 janvier au 18 mars 2025.

Section locale 2559 (AB) – Division des écoles catholiques de Fort McMurray, 350 membres en grève les 13 et 14 novembre, en grève tournante du 18 novembre au 6 janvier et en grève du 7 janvier au 18 mars 2025.

Section locale 3550 (AB) – Écoles publiques d'Edmonton, 2 000 membres en grève du 13 janvier au 19 mars 2025.

Section locale 4625 (AB) – Division scolaire de Sturgeon, 200 membres en grève du 13 janvier au 28 mars 2025.

Section locale 40 (AB) – Division des écoles publiques de Calgary, 780 membres en grève du 21 février au 20 mars 2025.

Section locale 520 (AB) – Division scolaire catholique de Calgary, 350 membres en grève du 24 février au 21 mars 2025.

Section locale 5040 (AB) – Division scolaire de Foothills, 250 membres en grève du 24 février au 21 mars 2025.

Section locale 3484 (AB) – Division scolaire de Black Gold, 480 membres en grève du 24 février au 19 mars 2025.

Section locale 5543 (AB) – Division scolaire Parkland, 400 membres en grève du 25 février au 19 mars 2025.

## **RETARDS DANS LES PAIEMENTS DE CAPITATION**

Pour le trimestre terminé en décembre 2024, le total de la capitation en retard était de 14 618 756 \$, soit une augmentation de 773 683 \$, ou de 5,59 %, par rapport au trimestre précédent terminé en septembre 2024. Le total des arrérages a augmenté de 52,72 % par rapport à décembre 2023. En moyenne, l'arrérage par membre s'élève à 19,72 \$, une hausse par rapport à 13,33 \$ en décembre 2023. Cette moyenne est calculée sur la base d'une moyenne annuelle de 741 254 membres au 31 décembre 2023.

## **RAPPORT SUR L'INFORMATIQUE**

### ***Améliorations au Système de gestion des relations avec les membres (SGRM)***

L'équipe de l'informatique a collaboré avec l'équipe des événements à l'organisation de la Conférence des jeunes travailleuses et travailleurs et de la Conférence Bâtir des sections locales fortes, tenues au début de mars. Le 1<sup>er</sup> mars, l'équipe de développement a préparé aussi à la mise en œuvre de plusieurs fonctionnalités clés du SGRM. La section « Employeur » a été reconfigurée et nous y avons inclus la liste des dirigeantes et dirigeants, afin de permettre aux sections locales de mettre à jour les renseignements sur les membres de l'exécutif. L'équipe de l'informatique poursuit son travail sur la mise en œuvre d'un nouveau système de formulaires de grève électroniques, que nous espérons toujours pouvoir mettre à l'essai en 2025. L'équipe a aussi commencé à entreprendre les tâches nécessaires à l'organisation du congrès national de 2025.

L'application JustPay a été lancée le 10 décembre 2024. Depuis, nous avons continué à appuyer l'équipe et à perfectionner JustPay pour assurer une bonne intégration au processus de travail.

Au cours des prochaines semaines, l'équipe de l'informatique mettra en place le portail de recherche d'emploi, un nouveau système destiné à standardiser le processus pour les candidatures extérieures, tant pour le bureau national que pour les bureaux

régionaux. Ce projet est le résultat de la collaboration de la Direction des ressources humaines, de la Direction de l'organisation et des services régionaux et du Service des communications et assurera une meilleure expérience du processus d'embauche. Le lancement aura lieu à la mi-mars 2025.

Nos analystes rassemblent l'information sur les exigences pour trois améliorations clés à notre système de GRM, dont l'importante mise à jour du module de gestion des événements (conférences et congrès). En outre, la collecte d'information sur les exigences pour les comités nationaux a officiellement commencé et notre équipe travaille aussi au projet de gestion des appareils mobiles, une initiative interne de l'informatique visant à améliorer la gestion des cellulaires du personnel du SCFP de tout le pays.

### ***Remplacement du système de comptabilité et de capitation***

La transition vers le nouveau système de versements des sections locales (SVSL) et la mise à jour du système de comptabilité avancent comme prévu. Une partie des fonctionnalités du SVSL chevauchent le système de comptabilité et la nouvelle mise en œuvre améliorera l'automatisation et l'intégration entre les deux.

Même si l'échéance du projet a été repoussée, des progrès importants ont été réalisés. La mise à l'essai est en cours pour vérifier que les fonctionnalités du système répondent bien aux exigences opérationnelles. La phase suivante, qui est la formation des utilisateurs, est prévue pour mars 2025. La mise en œuvre complète des deux systèmes se déroule comme prévu et devrait être terminée au deuxième trimestre de 2025.

### ***Avanti***

La fonctionnalité permettant l'accès aux politiques du SCFP et leur reconnaissance à partir du portail libre-service des employés est maintenant entre les mains de l'équipe des RH qui poursuit les mises à jour. Une fonctionnalité additionnelle permettant à l'équipe des RH de télécharger les dossiers remplis sur la formation complétée par les employés fait actuellement l'objet d'un examen.

L'équipe des régimes de retraite a identifié plusieurs mises à jour nécessaires pour améliorer le travail au quotidien et nous poursuivons les pourparlers avec le fournisseur sur les limites de la version française du module de gestion du temps et de l'assiduité. La mise en œuvre devrait débuter au deuxième trimestre de 2025.

### ***Solution de gestion de l'information (GI) : DocsSCFP***

Le projet pilote de DocsSCFP dans les Maritimes avance bien. En tout, 22 nouvelles équipes de DocsSCFP sont mises en place, avec un site SharePoint centralisé pour conserver tous les dossiers de la région. Le pilote devrait se terminer en mars. La planification pour la Saskatchewan, commencera au début d'avril.

## ***Mise à niveau du réseau***

L'équipe de l'informatique du SCFP a presque terminé son projet national de mise à niveau du matériel réseau à tous les bureaux du SCFP. Cette mise à niveau inclut l'installation de nouveaux pare-feu, commutateurs et points d'accès.

## **PROPRIÉTÉS ET BAUX**

L'équipe des propriétés a connu un premier trimestre extrêmement occupé avec la gestion et l'exploitation de nos 68 installations partout au pays. Le but est toujours d'offrir des lieux confortables, efficaces, modernes et inclusifs afin d'appuyer le fonctionnement du SCFP. Nous souhaitons maximiser le rendement de nos propriétés en optimisant l'entretien préventif des systèmes, en réalisant des investissements en capital adaptés pour prolonger leur cycle de vie, et en préservant la valeur des actifs ainsi que leur durée de vie utile prévue. Nous voulons que nos installations louées répondent à nos exigences et reçoivent des services adéquats des propriétaires. À mesure que les baux arrivent à échéance, nous évaluons les marchés locaux, nous travaillons avec les directrices et directeurs régionaux à comprendre les exigences locales actuelles et futures et nous tentons d'améliorer la qualité de nos bureaux dans la mesure du possible.

Au premier trimestre de 2025, nous analysons les possibilités à Corner Brook, Hamilton, London, Peel, Peterborough, North Bay, Sault-Ste-Marie, Thunder Bay, Prince George et Terrace. Nous avons aussi commencé une analyse des exigences préliminaires pour une possible rénovation complète du bureau régional du Québec et nous avons amorcé le processus de design de nouveaux bureaux à Sydney et d'espaces additionnels à St John's. Nous étudions les marchés immobiliers de Moncton et de Saskatoon, où nos propriétés ne répondent plus à nos besoins et à nos exigences. Nous analysons les options qui s'offrent à nous dans ces marchés. Quant aux projets de construction en cours, nous travaillons déjà aux améliorations locatives de nos espaces à Edmonton, Regina et Kitchener. Notre équipe a négocié avec succès un renouvellement de bail à Windsor, en plus de terminer un projet d'amélioration locative à New Glasgow.

Toutes les conditions ont été levées dans la convention d'achat et de vente pour notre propriété de Regina et la transaction devrait se conclure en mars. Nous continuerons à occuper la propriété pendant que des améliorations locatives sont effectuées dans le nouvel espace.

## **ADMINISTRATION DES RETRAITES**

Le 1<sup>er</sup> janvier 2025, Trent Snickers est devenu président du CFM et je suis devenue la vice-présidente.

Le Conseil de fiducie mixte tiendra sa première réunion de l'année le 16 avril. Les fiduciaires discuteront entre autres des résultats de l'évaluation préliminaire au 1<sup>er</sup> janvier 2025.

Après le dépôt de l'évaluation actuarielle le 11 septembre 2024, le taux de cotisation de l'employeur a été confirmé à 13,20 % des gains ouvrant droit à pension. En 2025, le taux de cotisation de l'employeur restera le même, à 13,20 % des gains ouvrant droit à pension.

Les préparatifs sont en cours pour la vérification de la Caisse de retraite de 2024.

### **Départs à la retraite**

Judith J. Lanthier, Service de l'éducation syndicale, 1<sup>er</sup> février 2025

Mary Ellen Wood, bureau régional de la Saskatchewan, 1<sup>er</sup> avril 2025

Stella Yeadon, bureau régional de l'Ontario, 1<sup>er</sup> mai 2025

Collette Calvelli, bureau régional de l'Ontario, 1<sup>er</sup> mai 2025

Karen D. Wilson, bureau régional de la Colombie-Britannique, 1<sup>er</sup> mai 2025

Stéphane Lachance, bureau régional du Québec, 1<sup>er</sup> juin 2025

Vanda R. Black, bureau régional de la Colombie-Britannique, 1<sup>er</sup> juillet 2025

Carl Dubé, bureau régional du Québec, 1<sup>er</sup> juillet 2025

Barbara Frey, bureau régional de l'Ontario, 1<sup>er</sup> juillet 2025

Debbie Rebeiro, Service des droits de la personne, 1<sup>er</sup> août 2025.

### **Départ à la retraite d'Alison Davidson**

J'aimerais souligner le départ à la retraite d'Alison Davidson, directrice générale des ressources humaines du SCFP. Alison a été une mentor pour moi au cours des 20 dernières années et je peux honnêtement affirmer que je ne serais pas où je suis aujourd'hui sans son amitié, ses conseils et son appui indéfectible. Elle a exercé une influence profonde sur ma vie et sur celle de tant de membres du SCFP. Son travail exceptionnel comme directrice générale n'est qu'une petite partie de son immense contribution au SCFP, à notre personnel et à nos membres au fil des ans. Son dévouement, son savoir-faire et sa gentillesse ont façonné notre organisation de manière qui se feront sentir bien après sa retraite. Je tiens à la remercier pour tout ce qu'elle a donné au SCFP au cours des 30 dernières années, et à exprimer ma gratitude envers son partenaire Mitch, ainsi que ses enfants Seth et Sadie, pour avoir partagé leur mère avec nous tout au long de leur vie. Merci, Alison! Tu es une personne d'exception, et ta présence, ton engagement et ton leadership nous manqueront profondément. Merci pour tout! Je te souhaite une retraite remplie de santé et de bonheur.

## CONCLUSION

L'année 2025 s'annonce extrêmement occupée et turbulente pour les organisations progressistes, avec des facteurs tels que l'influence constante de Trump, l'imposition de droits de douane et les prochaines élections fédérales qui domineront la scène politique. Pour celles et ceux d'entre nous qui tiennent profondément aux services publics et aux personnes qui les fournissent, les enjeux n'ont jamais été aussi critiques. Les décisions prises au cours des prochains mois auront des effets durables sur nos collectivités et, maintenant plus que jamais, il est essentiel de demeurer vigilants et proactifs.

Le SCFP sera à l'avant-garde de ces batailles cruciales. Nous ne resterons pas inactifs pendant que les forces qui menacent notre modèle canadien de services publics et de justice sociale continuent à imposer leurs visions. Nous avons déjà fait entendre notre voix partout au pays et, à mesure que les enjeux prennent de l'ampleur, notre message ne deviendra que plus clair et plus fort. Ceux qui cherchent à affaiblir les valeurs qui définissent le Canada doivent s'attendre à une réponse déterminée et inébranlable dans les semaines et les mois à venir. Le SCFP est prêt à mener la charge et à veiller à ce que les travailleuses, les travailleurs et les collectivités ne soient jamais laissés pour compte.

Respectueusement présenté par,

La secrétaire-trésorière nationale,



CANDACE RENNICK

:nf/sec